



La Soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

20 juin 2006

Numéro 242

Par l'équipe du Collectif



Bougeons

Publipostage

Peut-être avez-vous reçu récemment notre publipostage ou peut-être aimeriez-vous y avoir accès ? Les documents sont maintenant en ligne sur notre site Internet. Comme vous le savez peut-être, le Collectif ne dispose d'aucun financement public. Vos dons, contributions, participations à la campagne du dollar solidaire ou à la promotion de l'épinglette viennent compléter les fonds reçus dans le cadre de projets spécifiques comme le projet AVEC. Vos efforts sont, vous l'imaginez bien, plus qu'appréciés.

Démarches sur la couverture des besoins

Il est important de penser à remplir et nous retourner les résultats des animations déjà réalisées de la démarche « Couvrir les besoins et sortir de la pauvreté au Québec ». Nous avons commencé à recevoir vos envois. Cette jeune pile précieuse d'outils et de votes est remplie d'espoirs et bien représentative d'efforts qui ont cours partout au Québec. Vos mots d'encouragement, vos trucs d'animation, vos récits d'expérience montrent toute la créativité à laquelle donne lieu cette démarche. Nous commencerons à les compiler et à vous en rendre compte au retour des vacances. Citons tout de même cette parole remontée d'une activité dans une friperie de Québec mentionnée dans un bulletin précédent : « Je ne me sens pas si pauvre que ça, même si je me prive de ben des affaires, a dit une dame. Mais quand je vais voir ma famille qui ont de grosses maisons, là, face à ma famille, je suis pauvre. »

Nous vous rappelons que nous avons prolongé à **juin 2007** la période prévue pour la réalisation de cette démarche citoyenne. C'est un bon moment en cette période où les groupes travaillent les bilans et perspectives pour l'inclure au programme de votre prochaine année.

Un séminaire aux couleurs multiples

Du 22 au 26 mai 2006, avait lieu, à Montréal, un Séminaire international sur « Du refus de la misère, apprendre la paix – Amplifier la dynamique du 17 octobre ». Ce séminaire s'est tenu sous la responsabilité d'un Comité de pilotage co-présidé par le Mouvement international ATD Quart Monde et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.



Quelque 65 délégués représentant une douzaine de pays à travers le monde étaient présents : ils et elles venaient, entre autres, de Pologne, des Philippines, du Burkina Faso, de Maurice, du Pérou, des États-Unis, de diverses provinces du Canada, dont le Québec. On y retrouvait également des représentants de l'ONU. D'autres n'ont pu venir parce que le Canada leur a refusé un visa pour cause de... pauvreté !

Pendant ces cinq jours, des séances plénières ont alterné avec des réflexions en ateliers sur différentes questions relatives à la dignité et aux droits de la personne de même qu'à l'apprentissage de la paix et à l'amplification de la dynamique du 17 octobre. Cette journée, appelée Journée mondiale du refus de la misère, compte près de 20 ans d'existence et a été reconnue par l'ONU, en 1992, comme Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. C'était la première fois qu'il s'en faisait une évaluation. Les contributions québécoises à l'événement depuis dix ans ont suscité beaucoup d'intérêt.

Ces travaux ont donné lieu à des propositions et des recommandations présentées à un Colloque ouvert au public, le vendredi 26 mai, à la Bibliothèque nationale du Québec. Ce fut l'occasion, pour environ 220 personnes, de s'interroger sur l'impact et les perspectives d'avenir du 17 octobre. Ces propositions et recommandations seront regroupées sous le vocable : L'Appel de Montréal. Plusieurs personnes de notre réseau y étaient aussi. Le Colloque s'est clôturé par un spectacle de danse, de chanson, de poésie intitulé « Alerte à la misère ! » où l'on fêtait le courage et l'engagement de chacunE pour un monde sans pauvreté. Le Collectif a contribué à cette journée par des soutiens au plan de la logistique et de l'animation et en facilitant les déplacements des personnes en situation de pauvreté.

Je m'en voudrais de passer sous silence la visite, à l'Assemblée nationale, d'une vingtaine de délégués et des représentants de l'ONU, le jeudi 25 mai (voir l'intervention de Micheline en page 2), à laquelle s'est jointe l'équipe du Collectif. Ils et elles ont été reçus par le président de l'Assemblée nationale et ont pu échanger avec quelques députés.

Ce fut une semaine enrichissante où les résistances érigées par les différences individuelles furent brisées pour atteindre un mieux-être personnel et collectif dans un climat chaleureux. Dans cet esprit de paix et de convivialité, je laisse le mot de la fin à Carolyn, déléguée de la Saskatchewan : « Au lieu de nous centrer sur nos différences, nous devons nous centrer sur nos ressemblances et travailler ensemble pour créer un monde nouveau, comme sinous étions tous et toutes les membres d'une même famille en accord avec le droit d'être nous -mêmes. »

Micheline Bélisle, une des délégués du Canada



Quel avenir pour le 17 octobre?

Micheline Bélisle

Texte rédigé et lu par Micheline à l'occasion de la visite, à l'Assemblée nationale, le 25 mai dernier, de représentants de l'ONU et d'une vingtaine de délégués au Séminaire international ayant pour thème : Du refus de la misère, apprendre la paix – Amplifier la dynamique du 17 octobre. Ce séminaire était sous la co-responsabilité du Mouvement international ATD Quart Monde et du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. L'équipe du Collectif était présente à la rencontre à l'Assemblée nationale en raison de l'activité de rencontre entre personnes en situation de pauvreté et parlementaires menée depuis cinq ans en lien avec la journée du 17 octobre. Mentionnons que le président de l'Assemblée nationale, Michel Bissonnet, a confirmé non seulement l'intérêt de ces rencontres-déjeuner, mais son engagement à les poursuivre. Le Collectif a reçu la délégation dans ses locaux ensuite.

Avant de regarder l'avenir possible du 17 octobre, pourquoi ne pas jeter un regard sur ce qu'il est déjà?

Je crois que, présentement, cette Journée mondiale du refus de la misère est avant tout un acte sensible de démocratie. En effet, le 17 octobre, la parole est d'abord donnée aux personnes en situation de pauvreté qui interviennent en diverses circonstances auprès des éluEs pour faire connaître leur situation difficile.

Au cours de cette journée, ces personnes expriment, de façon verbale ou non verbale, personnellement ou collectivement, leur difficulté de vivre dans des conditions souvent inhumaines. Elles le font à travers leurs témoignages, leurs chants, la mise en valeur de leurs talents, l'expression artistique ou tout simplement en marchant publiquement en silence. En s'exprimant ainsi, les personnes en situation de pauvreté se sentent fortes d'elles-mêmes et s'approprient du pouvoir sur leur vie. D'où un accroissement de leur estime personnelle à travers la mise en évidence de leur dignité et du respect qu'elles ont d'elles-mêmes et dont elles s'attendent des autres.

Le 17 octobre, c'est notre journée à nous, les personnes en situation de pauvreté, une journée où, grâce à une série de gestes posés dans différents pays à travers le monde, nous rappelons à nos concitoyenNEs que nous sommes là et qu'il faut désormais penser, décider, agir AVEC nous. En somme, nous existons et nous avons besoin de vous pour le reconnaître.

Cela étant, quel avenir peut-on entrevoir pour le 17 octobre?

Je souhaite profondément que cette journée devienne d'abord le symbole d'une nouvelle façon de vivre dans la démocratie, l'harmonie et la paix;

que le 17 octobre devienne un moment de partage et de dialogue non pas entre catégories de personnes – entre riches et pauvres, autorités et citoyenNEs ou entre personnes en situation de pauvreté – mais qu'il soit moment de partage entre humainEs d'abord; que le 17 octobre devienne un jour de rassemblement et de solidarité à travers le monde qui défie les fuseaux horaires : pourquoi ne pas poser, au cours d'un 24 heures, un geste commun dans les différents pays du monde;

que le 17 octobre devienne un moment privilégié où les personnes en situation de pauvreté, tout particulièrement, sont rejointes dans la quotidienneté de leur vie et qu'un lien soit tissé entre leurs conditions quotidiennes de vie et les lois;

que le 17 octobre devienne une journée où les enfants s'impliquent de plus en plus en maintenant avec eux un lien sincère pour éviter qu'on ne les utilise;

qu'au cours de la journée du 17 octobre, les médias soient à l'affût et transmettent une image positive des personnes en situation de pauvreté, une image de citoyenNEs à part entière.

Globalement, le 17 octobre pourrait devenir une journée où les personnes en situation de pauvreté seraient non seulement appelées à s'unifier, mais à vivre en solidarité avec les gens de tout pays, de tout milieu, de tout âge, de toute croyance, bref, à vivre en solidarité avec les autres humainEs.

Et, pour finir, l'idéal serait, selon moi, que cette journée n'existe plus, qu'on n'en ait plus besoin pour rappeler à nos concitoyenNEs que nous sommes là et que nous souffrons de pauvreté et d'exclusion ou mieux encore que cette journée ne devienne qu'une heureuse occasion de fêter ensemble notre citoyenneté dans des démocraties nouvelles et renouvelées, riches de tout leur monde.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040/ Télécopieur: (418) 525-0740

www.pauvrete.qc.ca